

**RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE**

Union – Discipline – Travail  
-----

**EXPÉDITION**

**DÉCISION N° CI-2021-EL-125/24-03/CC/SG**

du 24 mars 2021 relative à la requête de Monsieur ATTO Ateby Alexandre tendant à l'annulation de l'élection de Mesdames KAMISSOKO Kandia, BROU Adjoua Jeanne Peuhmond et TRAORE Maïmouna épouse TOURE et de Messieurs OUATTARA Brahim, SIDIBE Daouda et AKE Bernard dans la circonscription électorale n° 038

**AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE,**

**LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,**

**Vu** la Constitution ;

**Vu** le Code électoral ;

**Vu** la loi organique n° 2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

**Vu** le décret n° 2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du Secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;

**Vu** la décision n° 002/CEI/EDAN/CC du 09 mars 2021 portant proclamation des résultats provisoires des élections des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 ;

**Vu** la requête de Monsieur ATTO Ateby Alexandre, en date du 16 mars 2021, enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel le même jour, sous le numéro 130/EL/2021 ;

**Vu** les pièces du dossier ;

**Ouï** le rapporteur ;

**Considérant que**, par la requête susvisée, Monsieur ATTO Ateby Alexandre, candidat à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 dans la circonscription électorale n° 038 – Abobo commune, ayant pour Conseils, Maîtres DIRABOU N'Caillaud Mathurin Albéric et BOBRE Félix, Avocats près la Cour d'Appel d'Abidjan, a saisi la juridiction constitutionnelle d'un recours tendant à l'annulation de l'élection dans ladite circonscription électorale ;

**Considérant que**, par le canal de ses Conseils, le requérant explique qu'il est candidat tête de liste de la coalition PDCI, FPI et EDS aux élections législatives du samedi 06 mars 2021 ; que le résultat proclamé le 09 mars 2021 par la Commission Electorale Indépendante (CEI) a crédité de 1.528 voix la liste qu'il conduit, n'est pas conforme à la vérité des urnes et le lèse dans ses droits car le scrutin a été entaché de nombreuses irrégularités ;

**Qu'il** explique en outre, que de l'analyse de plusieurs procès-verbaux (PV) de dépouillement de vote, il ressort que le nombre de voix attribuées aux candidats de la liste du RHDP dépasse largement les suffrages exprimés comme l'attestent les pièces qu'il produit en l'espèce (pièce n°1) ; que ce fait constitue une irrégularité qui entache la crédibilité et la sincérité du scrutin ;

**Qu'il** fait observer ensuite, que les mentions essentielles (chiffres) ont été délibérément citées, puis modifiées au profit des candidats du RHDP, ce qui entraîne une incohérence dans le scrutin, s'agissant du nombre de votants et des suffrages exprimés, qu'il ressort clairement des PV en cause que le nombre des votants est largement supérieur aux suffrages exprimés (pièce n° 2) ; que cette irrégularité est constitutive de fraude qui enlève au scrutin toute sincérité et crédibilité ;

**Qu'il** expose également, que l'examen des procès-verbaux querellés fait ressortir qu'il n'a pas été procédé à la répartition de voix entre les candidats, de sorte qu'il est absolument impossible d'identifier la liste de candidature ayant obtenu le plus de voix ;

**Considérant, enfin, que** Monsieur ATTO Ateby Alexandre appelle l'attention de la haute juridiction sur un grave vice dans la procédure du traitement des résultats ; qu'en effet, selon lui, il ressort des pièces versées au dossier, que le premier Vice-président de la CEI chargé de la circonscription électorale d'Abobo a procédé de son propre chef à la consolidation des résultats, et les a transmis à la Commission Départementale, à l'effet de les endosser comme étant les résultats issus de son opération en vue de les transmettre à la CEI Centrale, contrairement à la procédure normale suivant laquelle, après la fermeture des bureaux de vote, les PV sont transmis à la commission communale qui en fait la compilation avant de les transmettre à la

commission départementale, laquelle les transmet à son tour à la Commission Electorale Centrale en vue de la proclamation des résultats provisoires ; que l'immixtion du premier Vice-président dans la procédure ci-dessus décrite la vicie gravement et entraîne de ce fait l'annulation pure et simple du scrutin de ladite circonscription ;

**Considérant**, au total, **que** le requérant, prenant appui sur les faits exposés et les irrégularités relevées, demande à la haute juridiction de prononcer l'annulation du scrutin de la circonscription électorale d'Abobo ;

**Considérant que**, suivant avis de contestation de l'élection en date du 16 mars 2021, le Secrétariat général du Conseil constitutionnel, informait les candidats de la liste RHDP, conduite par Madame KAMISSOKO Kandia CAMARA, du recours formé par Monsieur ATTO Ateby Alexandre contre leur élection et leur impartissait un délai de 48 heures pour présenter leurs observations ; que réagissant par le canal de leurs Conseils, Maîtres Moussa OUATTARA, N'DA Koffi Moïse Diby, Horo BAKARY et HILLAH Claude Ursène Sylla, Avocats près la Cour d'Appel d'Abidjan, les défenseurs réfutent toutes les allégations du requérant, qu'ils qualifient de fantaisistes et concluent au rejet de la requête ;

**Considérant**, sur la recevabilité de la requête, **que** Monsieur ATTO Ateby Alexandre était candidat à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 dans la circonscription électorale n° 038 ; qu'il a la qualité pour agir conformément à l'article 101 alinéa 1 du Code électoral ; que sa requête a été introduite dans les forme et délai légaux ; qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

**Considérant**, sur le fond, **que** le requérant sollicite l'annulation des résultats provisoires proclamés par la Commission Electorale Indépendante (CEI) qui, selon lui, manquent de sincérité et ne sont pas crédibles du fait de nombreuses irrégularités ;

**Qu'à** titre de pièces justificatives, il produit un lot de procès-verbaux de dépouillement de vote ;

**Considérant**, toutefois, **que** lesdits PV ont été signés par ses représentants qui n'ont émis aucune réserve et n'ont fait aucune observation en rapport avec les griefs formulés ;

**Que** de tout ce qui précède, il ressort que la requête n'est pas fondée et encourt le rejet ;

## **DÉCIDE :**

**Article premier :** La requête de Monsieur ATTO Ateby Alexandre est régulière et recevable en la forme ;

**Article 2 :** Ladite requête est mal fondée et est rejetée ;

**Article 3 :** La présente décision sera notifiée à la Commission Electorale Indépendante, aux parties, ainsi qu'à l'Assemblée nationale et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

**Décision délibérée** par le Conseil constitutionnel en sa séance du mercredi 24 mars 2021 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Mamadou KONÉ	Président
Jacqueline LOHOUÈS-OBLE	Conseiller
Ali TOURÉ	Conseiller
Vincent KOUA DIÉHI	Conseiller
Assata KONÉ épouse SILUÉ	Conseiller
Rosalie KOUAMÉ KINDOH épouse ZALO	Conseiller
Mamadou SAMASSI	Conseiller

Assistés de Monsieur CAMARA Siaka, Secrétaire général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président.

Le Secrétaire Général

Le Président

**CAMARA Siaka**

**Mamadou KONÉ**

**POUR EXPÉDITION CERTIFIÉE CONFORME À LA MINUTE**

Abidjan, le 24 mars 2021

**Le Secrétaire général**

**CAMARA Siaka**